Pologne
Yougoslavie, Russie

PAR

ERASME PILTZ

BELGRADE
1919

Pologne
Yougoslavie, Russie

PAR

ERASME PILTZ

BELGRADE
1919

POLOGNE, YOUGOSLAVIE, RUSSIE

Dans plusieurs journaux yougoslaves ont paru ces temps derniers des articles dirigés contre la Pologne. Les thèses qui y sont présentées concordent d'une façon singulière. Les Polonais, y est-il dit, sont hostiles à la Russie et ils travaillent contre elle ; et comme les intérêts de la Russie et de la Yougoslavie sont identiques, les Polonais doivent être considérés comme des adversaires.

Au cours de mon activité politique à l'étranger, mon principe constant a été de ne pas prendre part aux polémiques de la presse. Ce principe, je suis aujourd'hui obligé de m'en écarter. Les articles dont je parle contiennent trop d'inexactitudes, trop d'imputations injustifiées, ils sont de nature à nuire trop gravement aux bons rapports de deux nations amies, pour qu'il me soit permis de garder le silence.

D'ailleurs parmi les journaux qui ont offert l'hospitalité de leurs colonnes aux attaques contre la Pologne il s'en trouve plusieurs qui se donnent, dans leur titre, comme les organes du parti le plus influent. Les attaques qu'ils publient sont donc quelque chose de plus que des articles de presse, elles ont une valeur de symptôme politique.

Voilà pourquoi je prends aujourd'hui la parole publiquement.

La Pologne se présente à nos adversaires sous la forme d'une bête apocalyptique avide de dévorer les peuples qui sont autour d'elle. Elle est pour eux un État dont l'affranchissement met en péril la liberté du monde et surtout la grande cause de l'unité slave.

Toutes leurs affirmations, toutes leurs imputations, tous leurs exemples, les auteurs des articles en question les puisent exclusivement dans les rapports de la Pologne avec la Russie.

A leurs yeux la lutte contre le bolchevisme n'est qu'un prétexte dont la Pologne se sert pour poursuivre à l'Est ses opérations victorieuses ; en réalité la Pologne a simplement pour but de conquérir des territoires appartenant à l'État russe et de consommer la ruine de « la malheureuse Russie ». C'est pour cela notamment, pensent ces journalistes à l'imagination fertile, que M. Paderewski use de toutes ses influences à Paris pour détourner les Alliés d'une intervention en Russie ! La Pologne trahit la Russie, et par là même elle trahit tout le slavisme ! La Yougoslavie est prête à vivre en bon accord avec la Pologne, mais seulement à la condition de recevoir de Varsovie des éclaircissements qui la rassurent sur son attitude à l'égard de la Russie !

Essayons de passer en revue ces griefs, ces suspicions et ces avertissements.

Certains publicistes de Belgrade et d'Agram s'irritent et s'inquiètent des progrès des armées polonaises à l'Est.

Ce n'est pas, apparemment, parce que la jeune armée polonaise, sans être soutenue activement par aucun des États alliés, et malgré la menace des troupes allemandes sur ses derrières, verse son sang pour la défense de la Pologne en même temps que pour la défense de toute l'humanité civilisée. L'armée polonaise est née à un moment de grand enthousiasme national, elle a comme surgi des ruines du pays, elle souffre cruellement du manque d'approvisionnements, d'équipements et de munitions. En l'espace d'un an elle a passé de 50.000 hommes à près d'un million. Refoulant les Bolcheviks, elle a pris possession d'un immense territoire avec des centres comme Wilno, Grodno, Bialystok, Brześć-Litewski, Bobrujsk, Równo, Dubno. Elle a atteint la Duna, la Berezina et le Dniepr. Partout où nos troupes apparaissent, elles y sont accueillies avec allégresse par toutes les nationalités, toutes les confessions et toutes les classes, parce qu'elles les arrachent au joug d'un gouvernement qui sème la ruine, la famine et la mort. La marche de l'armée polonaise n'est qu'une suite de victoires. Elle n'a pas, jusqu'à ce jour, connu une seule fois la défaite. L'Occident comprend qu'elle a puissamment contribué à paralyser la force du bolchevisme.

Tout cela est si évident, si indiscutable, que l'on ne peut pas supposer que nos adversaires y trouvent la matière de leurs imputations contre la Pologne. Ils ne nient point que les armées polonaises luttent contre les Bolcheviks, mais ils prétendent que le gouvernement polonais, au fond, ne poursuit qu'une politique nationaliste et annexioniste.

La réalité dément complètement ces allégations.

Tout le territoire occupé par les troupes polonaises est une partie de la Ruthénie Blanche qui, avec la Lithuanie et la Petite Ruthénie (trois gouvernements de l'Ukraine actuelle), faisait partie de la République de Pologne et lui a été arrachée entre 1772 et 1795 à la suite de la violence dont elle a été victime, alors qu'elle était sans défense et qu'elle était en voie de reconstitution, de la part des trois puissances voisines, Prusse, Russie et Autriche.

La Russie, dans le partage du butin, a reçu tous les territoires orientaux de la République, c'est-à-dire notamment la Ruthénie Blanche.

Pour ce qui est de l'état actuel de la Ruthénie Blanche, il est incontestable que sa partie orientale et orthodoxe subit l'influence de la culture russe, mais il n'est pas moins incontestable que sa partie occidentale est liée à la Pologne non seulement par plusieurs siècles de vie commune, mais par la similitude de religion et par une activité solidaire dans le domaine de la civilisation. Il convient de rappeler, à ce propos, que la Ruthénie Blanche n'a jamais appartenu à l'État russe, et que depuis le XIVe siècle jusqu'à la fin du XVIIIe, comme partie du Grand-Duché de Lithuanie, elle a appartenu à l'État polonais en vertu d'une union librement consentie.

Si la Pologne était animée d'un esprit conquérant et impérialiste, si son gouvernement avait moins de sagesse et obéissait davantage aux impulsions du sentiment, le territoire de la Ruthénie Blanche occupé par l'armée polonaise victorieuse serait déjà formellement rattaché à la Pologne. Or cela n'est pas. Non seulement aucun acte d'annexion n'a été accompli, mais la Diète polonaise toute entière, de l'extrême droite à l'extrême gauche, a émis un vote unanime proclamant qu'aucun des territoires de l'ancienne Pologne ne peut être récupéré

de force par elle, et que le sort de ces territoires doit être décidé avant tout par la volonté des nationalités qui les habitent. M. Pilsudski, chef suprême des armées polonaises, et en même temps Chef d'État, a proclamé en termes parfaitement explicites que la nation polonaise avait la très ferme volonté de laisser aux habitants de la Ruthénie Blanche l'entière liberté de se prononcer sur leur avenir politique. Des déclarations dans le même esprit ont été faites à la Diète par M. Paderewski, président du Conseil.

Est-ce là de l'impérialisme ? Est-ce là du nationalisme ? Que peut-on demander de plus à un État qui récupère par les armes ses anciennes possessions et qui, au lieu d'être en lutte avec les nations qui les habitent, les défend contre l'envahisseur ?

Continuons. La Pologne, dit-on, trahit la Russie et, par là même, trahit le slavisme. Le thème est connu. On y retrouve l'écho de théories et de pratiques que l'on croyait liquidées définitivement, celles des organisations slavophiles de la Russie tsariste, qui avaient deux visages : l'un pour les Slaves placés sous le joug de la Turquie, de l'Autriche et de la Hongrie, et qui luttaient pour recouvrer leur liberté et leur indépendance, l'autre pour les Slaves tels que les Polonais et pour les autres nations de l'immense empire, aux noms variés, qu'il fallait, par intérêt d'État, tenir enchaînées et dépouiller de leur langue, de leur culture, et de leur foi. Parmi ces nations, la Pologne, naturellement, était au premier rang.

Ce qui s'est passé dans notre pays au cours d'un siècle et demi jusqu'à ces temps derniers, de quelle nature étaient et sont encore les rapports polono-russes, on ne le savait guère hier et on ne le sait guère aujourd'hui encore chez les Slaves du Sud, absorbés par le souci de leurs affaires propres et par leurs épreuves, occupés jusqu'à une date récente par leur lutte contre leurs oppresseurs et par leurs efforts de régénération.

Et pourtant, il faut que l'on sache quelle était hier et quelle est aujourd'hui la situation de la Pologne par rapport à la Russie. Il faut parler de cette situation sincèrement, ouvertement, sans réticences, et cela précisément dans l'in-

térêt des rapports futurs entre la Pologne et les Yougoslaves, entre la Pologne et la Russie, et enfin entre la Pologne et l'ensemble des peuples slaves. C'est ce que je voudrais faire ici, après avoir demandé la permission d'ouvrir une parenthèse.

Depuis que je m'occupe d'action politique et de presse, c'est-à-dire depuis trente-sept ans, j'ai toujours vu en l'Allemagne l'ennemi historique de la Pologne, j'ai compris la nécessité d'une solidarité slave, j'ai été partisan d'un rapprochement des deux nations polonaise et russe. Ces convictions, tout le monde me les connaissait. On en trouve l'expression dans toute la série des livres et brochures publiés par moi au cours de ces trente-sept ans, comme dans la collection du *Kraj*, journal que j'ai fondé et dont j'ai assuré la direction pendant un quart de siècle. On en trouve également l'expression dans ma dernière brochure, *La Politique russe en Pologne*, que j'ai publiée à Paris pendant la guerre même, en 1915.

Par une singulière association d'idées, mon passé politique m'a valu récemment, dans une certaine presse française, d'être accusé de solidarité avec la Russie tsariste. Cette accusation est en soi une absurdité monstrueuse, car quel est le Polonais qui pouvait se solidariser avec un Etat qui avait juré notre perte, avec un gouvernement qui travaillait à nous dénationaliser et à nous écraser? Lutter contre cet Etat, c'était pour ainsi dire la substance même de la vie polonaise. Nous avons lutté contre lui, nous, anciens « réalistes », comme tous les autres partis polonais, en employant parfois d'autres moyens, d'autres méthodes d'action, mais en poursuivant le même but.

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que nous désirions un accord des deux nations. Et ce n'est pas du tout la même chose.

Si je me permets de donner ces détails, c'est parce qu'ils me paraissent de nature à témoigner que j'ai quelques titres à formuler un jugement pondéré et sincère au sujet des rapports polono-russes.

Or, sur ce point, je considère que les journalistes qui nous

combattent se trompent dans leurs appréciations et inductions, faute de connaître la tragique histoire polono-russe du XIXe et du XXe siècle, sans parler des siècles antérieurs. Ignorant cette histoire, ils ne peuvent comprendre pourquoi la Pologne, après avoir perdu son indépendance, n'a pas voulu s'accommoder de son sort, pourquoi elle ne s'est jamais lassée de protester contre les partages, pourquoi elle s'est insurgée à plusieurs reprises.

Pour comprendre cela, il faut avant tout savoir ce qu'était en réalité l'empire russe puissant au dehors et se rappeler son histoire dans les temps modernes.

Aujourd'hui cet empire est en ruines. Tout ce qui faisait sa force, une dynastie brillante, une armée disciplinée et innombrable, une administration toute-puissante, et dont les bras, comme ceux d'une pieuvre, s'étendaient sur la moitié de l'Europe et un tiers de l'Asie, tout cela s'est évanoui. On dit qu'une Russie nouvelle s'éveille et s'organise. Ce qu'il faut dire, c'est que cette vie nouvelle s'éveille non pas dans les territoires russes, mais en Finlande, en Esthonie, en Lettonie, en Lithuanie, au Caucase, en Ukraine, en Ruthénie Blanche. Quant aux territoires foncièrement russes, dont les capitales sont Petrograd et Moscou, ils ne sont qu'une immense mare de sang où le crime règne sans partage, où sombre tout ce qui est sain, tout ce qui est noble, tout ce qui représente la civilisation.

Cette situation désespérée de la Russie actuelle, notons-le, n'est pas le résultat d'une invasion étrangère ou d'une violence perpétrée par les voisins, comme ce fut le cas de la Pologne à l'époque des partages, elle est tout simplement la conséquence d'une décomposition intérieure.

L'effondrement d'aujourd'hui a des causes historiques. Depuis le temps du Grand-Duché de Moscou, la Russie a été en croissance continue, absorbant sans cesse de nouveaux territoires, gaspillant ses incontestables capacités de gouvernement en efforts pour assujettir et assimiler d'autres nations qui ont plié devant la force mais qui ne se sont pas laissé briser.

Dans un Etat qui comptait près de 170 millions d'âmes,

sur lesquels 70 millions à peine étaient véritablement Russes, c'est-à-dire Grands-Russes, c'était le règne de la centralisation poussée aux dernières limites et le système de la russification à outrance.

La nation russe elle-même était, comme les autres, écrasée par l'Etat. Elle est restée longtemps privée des libertés politiques. Elle a été systématiquement maintenue dans un état intellectuel primitif. A proprement parler, la société russe, comme telle, n'a commencé à vivre et n'a apparu sur la scène qu'il y a soixante ans, lorsque, après la malheureuse guerre de Crimée, Alexandre II s'est décidé à réaliser certaines réformes, telles que l'abolition du servage, l'impropriation des paysans, l'octroi de l'autonomie aux villes et aux villages, une liberté relative de la presse, la publicité des débats judiciaires, l'obligation générale du service militaire. Auparavant, l'arbitraire de la police et de l'administration ne connaissait pas de limites. Mais les réformes d'Alexandre II n'ont pas duré longtemps. La bureaucratie est redevenue toute-puissante. Dans les quinze années du règne d'Alexandre III, l'oppression politique a pesé sans interruption. Il y a juste vingt-cinq ans, Nicolas II est monté sur le trône (1894). La société russe a demandé alors, sous la forme d'une très humble adresse, qu'une constitution lui fût octroyée. Du haut du trône est tombée cette sèche réponse : « Bezsmyslennyja miecztanja ! « (Rêverie insensée !). C'est seulement dix ans plus tard, après les honteux désastres de la guerre russo-japonaise, que le monarque intraitable a consenti à promulguer une quasi-constitution (1904-1905), que l'Almanach de Gotha définissait « une monarchie constitutionnelle avec empereur autocrate ». Au bout de treize ans (1917), la révolution est venue mettre fin à ces singulières combinaisons constitutionalo-absolutistes.

Cette histoire de la Russie d'hier, esquissée aussi brièvement que possible, suffit sans doute à faire comprendre que l'état désespéré dans lequel se trouve ce pays depuis deux ans est la conséquence inévitable des conditions anormales qu'il a connues antérieurement au point de vue de son régime et de son évolution, la conséquence de la politique

insensée et immorale pratiquée par le gouvernement russe à l'égard de la nation russe elle-même et des autres nations.

L'Etat russe est apparu réellement « un colosse aux pieds d'argile ». Il n'a pu supporter un ébranlement sérieux, et il s'est écroulé.

Et maintenant venons-en spécialement à l'histoire de nos rapports avec la Russie.

A la fin du XVIIIe siècle, la majeure partie de la République de Pologne a été la proie de la Russie conquérante. Depuis ce temps, à part de courtes interruptions, toute la puissance de l'Etat russe a été employé à nous dénationaliser, à nous enlever notre force, et à nous détruire.

Dans ma brochure de 1915, je montre en détail qu'*à la veille même de la guerre* un système raffiné de russification était en vigueur dans le Royaume du Congrès : toute l'administration était russe, tous les services publics, écoles, tribunaux, étaient russes. Au point de vue politique, la vie nationale n'existait pas en Pologne russe. Toute manifestation dans ce domaine était considérée et traitée comme un délit.

Ce système de persécution était appliqué à toute une fraction d'un peuple de vingt-cinq millions d'âmes, qui a derrière lui mille ans d'un brillant passé, un riche patrimoine de littérature, de science et d'art, et qui, dans toutes les branches de la civilisation, s'est toujours efforcé de se mettre au même niveau que les sociétés occidentales.

Des nations comme celle des Serbes, des Croates, des Slovènes, si profondément patriotiques et si jalouses de leur liberté, ne peuvent-elles comprendre dans quelles conditions terribles, pendant un siècle, a vécu une nation sœur, la nation polonaise ?

L'oppression russe a duré sans interruption jusqu'à la guerre. Quand la guerre a éclaté comme un incendie qui devait ensuite embraser le monde entier, comment la nation polonaise l'a-t-elle accueillie ?

Des millions de ses enfants, aptes à faire campagne, ont été contraints d'endosser des uniformes russes, allemands et autrichiens. On leur a mis un fusil en main. On les a forcés de se battre les uns contre les autres, le frère contre le frère.

Dans ces conditions d'esclavage monstrueux, il ne restait pas beaucoup de place pour l'action libre, pour l'initiative indépendante, pour la manifestation des sentiments nationaux.

Les gouvernements et les peuples se demandaient comment ces sentiments allaient se manifester. Et ils reçurent une réponse qu'ils ne comprirent pas tout de suite, tant elle paraissait singulière par son apparente contradiction.

En Galicie, une jeunesse polonaise héroïque, fidèle aux traditions insurrectionnelles qui avaient nourri toutes les générations précédentes, se rangea sous le drapeau de l'indépendance et s'organisa en Légions dont le premier objectif était la lutte contre la Russie. C'était là un acte inspiré d'une logique profonde.

Et au même moment, à Varsovie, capitale de la Pologne russe, se constituait un « Comité National » composé de représentants de différents partis, qui se déclara en faveur de la coalition russo-franco-anglaise contre les puissances centrales.

Pourquoi ?

Parce que les hommes qui composaient le « Comité National » de Varsovie étaient convaincus qu'à cette heure historique et décisive il n'était pas possible d'hésiter et que, entre deux États copartageants qui se trouvaient aux prises, il convenait, tout bien pesé, de se ranger aux côtés de celui qui était le moins dangereux pour notre avenir. Ils ont opté pour le moindre mal, pour la Russie, parce que la Russie, dans sa lutte contre l'Allemagne et l'Autriche, était alliée à deux États libéraux, la France et l'Angleterre. Ils ont opté pour elle parce qu'ils comptaient que la Russie romprait avec son passé et qu'elle reviserait complètement sa politique polonaise.

Ils se sont trompés terriblement. En août 1914, il est vrai, a paru le document lyrique bien connu, le manifeste du Grand-Duc Nicolas qui annonçait la « résurrection de la Pologne crucifiée ». Mais ce manifeste n'a eu aucune suite. Il avait été arraché au tsarisme par l'adresse de quelques Russes qui nous étaient favorables. Dès qu'il a paru, le gouvernement l'a désavoué. L'empereur Nicolas n'a pas dit un mot ni fait un geste donnant à entendre qu'il se solidarisât avec lui. Aussi

la toute-puissante bureaucratie tsariste a-t-elle pu continuer à appliquer impunément dans le Royaume son système de persécution, de telle sorte que lorsque les troupes allemandes, l'année suivante, en 1915, ont occupé le Royaume, elles ont pu commencer leur gouvernement en mettant des écoles polonaises à la place des écoles russes, des tribunaux polonais à la place des tribunaux russes, et en ouvrant un large champ à l'activité des fonctionnaires polonais. L'aveugle politique russe a ainsi permis aux Allemands de jouer, par une cruelle ironie, le rôle de bienfaiteurs de notre nation.

Mais, diront nos adversaires politiques de Yougoslavie, tout cela, c'est le passé. Ne parlons plus du passé. Parlons du présent.

Ce présent, quel est-il ?

L'ancien État russe n'est plus. Mais nul ne peut actuellement prévoir ce que l'avenir immédiat apportera et quelles formes prendra la Russie nouvelle.

Tout est encore enveloppé dans les ténèbres.

Il existe une nation russe. C'est vrai. Jamais nous ne l'avons identifiée avec l'État et le gouvernement tsariste. Elle existe malgré l'extermination qu'elle a subie. Dans les soixante années de sa majorité, elle a fait preuves d'aptitudes étonnantes et d'une énergie considérable dans le domaine de la civilisation (toute l'œuvre des Zemstwos, Tolstoï, Tourgeniev, Dostojewsky, Vladimir Soloviev, Rubinsztein, Tchajkovsky, Repnine, Mietchnikov). Dans une série d'établissements supérieurs elle a formé des professeurs qui se sont placés au même rang que leurs collègues d'Europe. Elle a montré à la Douma tout ce que la Russie possède comme hommes de valeur dans le domaine de l'activité sociale. Une pareille nation ne peut pas périr. Elle vivra. Elle a le droit de regarder hardiment l'avenir.

La question est de savoir quelle est exactement sa tendance, quelle influence elle exerce et exercera demain sur le cours des affaires politiques.

Essayons de débrouiller le chaos russe.

Actuellement, quatre forces organisées existent en Russie.

Le *Bolchevisme*, force de destruction. En dépit des prévisions, voici deux ans qu'il dure. A l'intérieur, il se maintient unique-

ment par la terreur. Les armées rouges ne reculent que sur le front polonais. Joudenitch a été battu. Koltchak a dû reculer vers le fond de la Sibérie. Denikine est tenu en échec. Les théories bolchevikes — pourquoi le dissimuler? — se propagent en Europe. Des fractions entières du socialisme français, anglais, italien, suisse, réprouvent les atrocités, mais adoptent la doctrine. La troisième Internationale a de nombreux partisans. On ne saurait donc traiter à la légère le bolchevisme.

Le *Socialisme*. Les organisations russes social-démocrates et socalistes révolutionnaires, qui sont représentées à l'étranger par le groupe parisien dont Kerensky est le chef, rêvent de recueillir l'héritage du bolchevisme et se rappellent l'heureux temps où, dans la Constituante improvisée à Moscou, elles comptaient 570 députés sur 800. Mais depuis lors bien des choses ont changé, surtout depuis que les rangs des socialistes extrémistes ont été abandonnés par des militants tels que Bourtsev, Savinkov, Aleksinsky, Kropotkine, Andrejev, Gorky. D'après les dernières informations, qui paraissent assez vraisemblables, Lenine et Trotsky, soucieux de se maintenir au pouvoir, en arrivent à modérer leur programme : ils rétablissent la discipline dans l'armée, suppriment les comités de soldats, consentent à l'échange des prisonniers, restituent les otages, imposent aux ouvriers la journée de dix heures, remettent à la tête des usines les anciens directeurs et ingénieurs, en même temps qu'ils essaient de traiter avec les Alliés et de se mettre d'accord avec les socialistes. Il est possible que cet accord précipite la banqueroute du bolchevisme, mais il est également possible qu'il le renforce et le consolide, au moins pour un certain temps. En ce cas, les socialistes, aujourd'hui écartés, peuvent jouer un rôle considérable.

La Réaction. Elle est personnifiée ouvertement et formellement par le « Gouvernement Occidental » que l'Allemagne soutient à Berlin, et par l'armée russo-allemande de Bermont. Mais elle a, en dehors de cela, des ramifications secrètes. Ce n'est un mystère pour personne qu'un grand nombre de « patriotes » soupirent après le retour du tsarisme, particulièrement ceux qui se chauffaient à son soleil. Les réactionnaires

optimistes comptent sur les paysans qui représentent 80 0/0 de la population russe, et sur lesquels 67 0/0 sont des illettrés. Ils espèrent que le paysan, pourvu qu'on lui assure la terre, se prononcera pour le tsarisme. Mais les paysans ne sont pas organisés. En outre, les dernières années du règne de la dynastie des Romanov ont laissé dans la mémoire du peuple russe des souvenirs si odieux qu'il paraît douteux que beaucoup des chefs de l'ancienne réaction osent arborer le programme d'une restauration de la Russie tsariste. Ce qui est possible, en tous cas, pour un certain temps, c'est une dictature militaire.

La quatrième organisation est la *Russie Kollchakiste.* Elle a pour bases les armées de Denikine et de Koltchak (la troisième, celle de Joudenitch, a cessé d'exister). Elle est représentée à l'étranger par des ambassades et missions officieuses. Elle est soutenue par la catégorie des intellectuels politiques qui, à la Douma, portaient le nom de Cadets, de progressistes et d'Octobristes. A la délégation russe de Paris, qui fonctionne au nom de Koltchak et de Denikine, se sont même joints des socialistes, tels que Savinkov, l'ancien ministre de la guerre, et le révolutionnaire bien connu Bourtsev. S'il s'agit de la force matérielle de cette organisation, on ne doit pas perdre de vue que si Koltchak a reculé, il tient encore la majeure partie de la Sibérie, et que Denikine occupe la Russie méridionale avec son grenier à céréales, son industrie métallurgique et sucrière, et ses mines inépuisablement riches.

La Russie Koltchakiste met en avant les principes du libéralisme et du démocratisme. Elle est opposée à la réaction. Elle réprouve la formation du « Gouvernement Occidental ». Elle se désolidarise énergiquement de l'armée Bermont. Elle manifeste en toute occasion ses sympathies pour l'Entente.

Il faut reconnaître, néanmoins, qu'à tous ces points de vue le succès lui échappe. La majorité de l'opinion publique en Occident (et pas seulement l'opinion socialiste et radicale) soupçonne que si, après la chute du bolchevisme, l'organisation de Koltchak et de Denikine arrive au pouvoir, elle pactisera spontanément avec la réaction ou s'y verra contrainte.

Ces suspicions s'autorisent de diverses raisons. On a été très

défavorablement impressionné quand Koltchak a protesté contre l'indépendance de la Finlande sous prétexte que la Constituante russe avait seule qualité pour statuer sur ce point en dernière instance. Cet argument n'a convaincu personne, d'autant plus que la Finlande n'était pas dans les conditions ordinaires des provinces russes, mais constituait un organisme d'État rattaché à l'État russe par un lien d'union personnelle. A la note des Alliés demandant la reconnaissance de l'autonomie des pays baltiques et du Caucase, Koltchak a répondu d'une façon évasive. Aucune assurance n'a été donnée à ces pays que l'on respecterait leurs droits et aspirations d'ordre politique et national. En revanche, on a proclamé hautement la devise : « La Russie une et indivisible ». Elle semble signifier que les protagonistes de la nouvelle Russie ne se rendent pas compte du grand changement qui s'est opéré dans les idées et dans les choses, au point de vue international, sous l'influence de la guerre mondiale. De tout cela on a conclu que le gouvernement en apparence démocratique et libéral de Koltchak et de Denikine a en réalité des tendances réactionnaires.

Telle est l'opinion qui a cours en Occident. Certainement elle contient quelque exagération. Il est difficile de croire que Koltchak, Denikine, et tous leurs collaborateurs et représentants à l'étranger soient effectivement imbus d'esprit réactionnaire. Nous connaissons plusieurs d'entre eux. Nous ne pouvons nous imaginer que des hommes qui ont passé leur vie à lutter pour l'affranchissement politique de la nation russe puissent prêter la main à une entreprise tendant au rétablissement de l'absolutisme. Ce serait de la folie à froid. Mais il faut avouer qu'il existe un autre danger. Quand l'Etat russe se reconstituera, on peut craindre l'arrivée au pouvoir, non pas des réactionnaires, mais de cette catégorie de libéraux russes qui pensent que les litiges de nationalités ne peuvent être réglés, encore et toujours, que du point de vue de l'intérêt d'Etat unilatéral, qui ne comprennent la liberté que lorsqu'il s'agit de leur propre nation, et qui s'imaginent qu'il sera possible à l'avenir de continuer à appliquer, dans une forme adoucie, les mêmes principes de

domination des autres nationalités. Leur gouvernement serait un malheur pour la Russie elle-même.

On redoute à Varsovie que, dans les questions pendantes entre la Pologne et la Russie, le gouvernement Koltchak-Denikine et ses représentants à l'étranger ne prennent au moment décisif une attitude intransigeante, qu'ils ne se refusent à reconnaître à la population de Ruthénie Blanche le droit de fixer elle-même son sort, et qu'ils ne retirent l'engagement pris à la Conférence de la Paix quand M. Maklakov a été autorisé à y déclarer que la Russie n'avait pas de prétentions sur la Galicie Orientale, province qui, pour le dire en passant, n'a jamais appartenu à la Russie et dont le sort est actuellement en voie de règlement au Conseil des grandes puissances.

Ces craintes et ces suppositions sont alimentées par divers documents et déclarations qui ont vu le jour en dernier lieu. Pour empêcher qu'elles ne s'aggravent, il faut que ceux qui sont à la tête du gouvernement de la nouvelle Russie fassent connaître clairement leurs intentions et leurs buts. On apprécie toutes les affirmations sympathiques qui viennent d'Omsk, de Rostov, d'Arkhangel, de la rue de Grenelle à Paris, mais ces affirmations ne sont pas assez précises et concrètes pour être de nature à rassurer. Aussi l'inquiétude persiste-t-elle.

Les hommes politiques de Pologne ont conscience du danger que représente l'alliance de la Russie avec l'Allemagne. Ils sont certains que si cette alliance devenait effective, l'indépendance de l'Etat polonais serait menacée. Ils concluent de là que l'on ne saurait prêter la main à sa réalisation. Et voilà pourquoi, malgré toutes les appréhensions et tous les doutes que je me suis appliqué à présenter, et malgré toutes les sympathies qu'ils ont pour les nations de l'ancien empire russe qui aspirent à la liberté, les dirigeants de la politique polonaise essaient de nouer des rapports avec la Russie nouvelle. Le gouvernement polonais envoie des missions militaires, politiques, économiques, dans la Russie Méridionale et en Sibérie. Depuis plusieurs semaines un agent diplomatique officiel russe est à Varsovie. Un agent

militaire vient d'y arriver. Ce sont là les premières tentatives, mais elles sont importantes.

Quand je lis dans certains journaux yougoslaves — heureusement peu nombreux — des articles passionnés contre la Pologne, je me demande ceci : dans quel intérêt veut-on faire échec à ces tentatives en transportant sur le terrain yougoslave le litige polono-russe et en excitant contre la Pologne les Serbes, les Croates et les Slovènes?

Quelques mots pour finir. Ce que je viens de dire, je ne l'ai pas dit à titre de représentant officiel de mon gouvernement, mais en tant que Polonais, en tant que Polonais qualifié dans une certaine mesure pour intervenir dans les questions intéressant sa patrie. Comme tel, il m'est permis de déclarer que je n'ai pas l'intention aujourd'hui, après tant d'années d'activité politique, de donner un démenti à tout mon passé. Je n'ai pas renoncé à mes sympathies russes. Je crois en les grandes forces créatrices de la nation russe et en son avenir. Je considère que l'alliance avec la Russie est pour la Pologne une question d'importance primordiale. Mais en même temps je voudrais que mes amis russes sachent et comprennent que le temps n'est plus où les Polonais, soumis à un régime d'oppression, devaient consacrer toutes leurs forces à défendre leur existence nationale menacée ou à revendiquer soit l'égalité de droits, soit l'autonomie. Ces temps sont révolus, et ils ne reviendront plus.

Aujourd'hui qu'a triomphé la grande idée de la liberté et de l'indépendance des nations et des Etats, où nous sommes redevenus maîtres de nos destinées, nous avons tous, jeunes comme vieux, modérés comme révolutionnaires, conservateurs comme radicaux, malgré les divergences de programmes sociaux, nous avons tous en Pologne, dis-je, un seul et même but : édifier un Etat polonais appuyé sur les grandes démocraties de l'Occident, construire une Pologne forte, grande et libre, respectueuse du bien d'autrui, mais fermement résolue à défendre le sien. Aujourd'hui il ne peut être question que du rapport de deux grandes puissances slaves traitant d'égal à égal, puissances qui peuvent être opposées,

mais qui peuvent aussi se donner la main pour établir des relations amicales et régler leurs contestations territoriales. Ces contestations portent sur la Ruthénie Blanche. Le problème peut et doit être solutionné non pas sur la base des postulats historiques ou des statistiques tendancieuses, mais sur celle du patrimoine national existant, de l'action civilisatrice, et avant tout de la volonté librement exprimée par les nationalités intéressées.

Je sais que la question blanc-ruthène tient à cœur à beaucoup de Russes, mais a-t-elle réellement assez d'importance pour qu'il y faille sacrifier les intérêts immenses engagés dans le règlement des rapports entre l'Etat polonais et l'Etat russe?

Voilà pour la Russie.

Pour la Yougoslavie, la question est claire et simple. Je ne puis que répéter ce qu'il m'a été permis de déclarer naguère, dans une circonstance solennelle, au glorieux chef de l'armée serbe et de l'Etat uni des Serbes, Croates et Slovènes : Entre la Yougoslavie et la Pologne il n'est rien qui les sépare, et au contraire tout les unit. On ne trouverait pas un Polonais qui ne souhaite la prospérité et le développement de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. On n'en trouverait pas un qui ne considère l'alliance avec la Yougoslavie comme une œuvre féconde et désirable au plus haut point.

Mais si un des publicistes serbes les plus en vue n'hésite pas à prétendre que les rapports polono-yougoslaves doivent dépendre de nos rapports avec la Russie, j'estime pouvoir dire, sans craindre un démenti, qu'aucun gouvernement polonais et aucun parti polonais n'acceptera de telles réserves et une semblable façon de poser la question.

Belgrade, 1er *décembre* 1919.

PARIS. — IMPRIMERIE LEVÉ, RUE DE RENNES, 71.